



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240926-2609202496-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/10/2024

Publication : 03/10/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 26 septembre 2024 à 14h38 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI, ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Marie DESBORDES, ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD,
Madame Marie-Françoise MARCASSIN, ayant donné pouvoir à Madame LELAIT Martine
Madame Félicie RENON, ayant donné pouvoir à Madame Amèle MANSOURI
Monsieur Jean- Pierre TRÉDET, ayant donné pouvoir à, Madame Hortense HECTOR
Madame Mireille VACHE-PICAT, ayant donné pouvoir à Madame Béatrice BOCHET

Était excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 19 septembre 2024



DÉLIBÉRATIONS

11 CONVENTION D'ADHÉSION À L'ASSOCIATION DES MÉDIATEURS EUROPÉENS - MÉDIATEUR DE LA CONSOMMATION - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis le 1er janvier 2016, les organismes gestionnaires des Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (E.S.S.M.S.) ont l'obligation de se doter, à leurs frais, d'un médiateur de la consommation d'accès gratuit pour les usagers, sous peine de s'exposer à une amende administrative de 15.000 € maximum.

En tant que prestataires de services, les 4 résidences autonomie et le service prestataire du C.C.A.S. de Rouen sont concernés par cette obligation légale et doivent proposer à leurs usagers le recours gratuit à un médiateur de la consommation, en vue de la résolution amiable de tout éventuel litige portant sur l'exécution du contrat de fourniture de services. D'ici à décembre 2025 et afin d'être autorisé à poursuivre son activité, le Service de Soins Infirmiers A Domicile (S.S.I.AD.) devra s'adjoindre l'activité du service prestataire et deviendra un Service Autonomie à Domicile (S.A.D.), soumis également à l'obligation de nommer un médiateur de la consommation.

Le C.C.A.S. de Rouen est libre de faire appel au médiateur de la consommation de son choix, figurant sur la liste des médiateurs habilités par la Commission d'Evaluation et de Contrôle de la Médiation de la Consommation (C.E.C.M.C.). Le C.C.A.S. de Rouen choisit de conventionner avec l'association des Médiateurs Européens, prise en sa qualité d'entité de la médiation de la consommation AME Conso, avec qui la Fédération Nationale des Associations de Directeurs d'Établissements et Services pour Personnes Agées (F.N.A.D.E.P.A.) a mis en place un partenariat pour ses adhérents.

L'adhésion, d'une durée de 3 ans, à l'entité de la médiation de la consommation AME Conso s'élève à 84 € TTC pour chacune des résidences autonomie et pour le service prestataire/S.A.D.

Le coût de la médiation de la consommation est fixé de la manière suivante :

Montant sollicité par le consommateur (Unité)	Montant à la charge du CCAS de Rouen
De 0 à 200 €	70 € HT soit 84 € TTC
De 201 € à 1.000 €	165 € HT soit 198 € TTC
De 1.001 € à 5.000 €	330 € HT soit 396 € TTC
A partir de 5.001 €	550 € HT soit 660 € TTC

L'obligation de communication des informations relatives à la médiation de la consommation sera mise en œuvre auprès des résidents et des familles et de l'ensemble des usagers du futur Service Autonomie à Domicile (S.A.D.). Les résidents déjà présents seront tenus informés via les prochains conseils de vie sociale. Pour les futurs résidents, l'information sera communiquée dans les contrats de séjour. Une information sera également mentionnée sur le site internet de la Ville de Rouen et par voie d'affichage au sein des établissements et services.

Lesdites conventions individuelles sont annexées au présent projet de délibération.

DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil d'Administration est invité à :

- Adhérer à l'entité de la médiation de la consommation AME Conso pour une durée de 3 ans,
- Autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer les conventions individuelles concernant les résidences autonomie Trianon, Rose des sables, Saint-Filleul, Bonvoisin et celle concernant le service prestataire et futur Service Autonomie à Domicile (S.A.D.),
- Mentionner les coordonnées de l'AME Conso lors des prochains conseils de vie sociale, dans les contrats de séjour et autres documents individuels de prise en charge, ainsi que par voie d'affichage au sein des établissements et services.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R.123-20 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles.

VU l'Article L. 612-1 du Code de la Consommation,

VU l'Article R. 156-1 du Code de la Consommation,

VU le Décret n° 2015-1382 du 30 octobre 2015 relatif à la médiation des litiges de la consommation,

VU l'Ordonnance n° 2015-1033 du 20 août 2015 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation,

CONSIDÉRANT l'obligation légale qui incombe au C.C.A.S. de Rouen en matière de désignation d'un médiateur de la consommation pour les résidences autonomie, le service prestataire et le S.S.I.A.D., en devenant un Service Autonomie à Domicile, d'ici 2025,

CONSIDÉRANT le partenariat de la F.N.A.D.E.P.A. avec l'entité de la médiation de la consommation AME Conso, mis en place pour ses adhérents, et dont le C.C.A.S. de Rouen fait partie.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Décide d'adhérer à l'entité de la médiation de la consommation AME Conso pour une durée de 3 ans,
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer les conventions individuelles concernant les résidences autonomie Trianon, Rose des sables, Saint-Filleul, Bonvoisin et celle concernant le service prestataire et futur Service Autonomie à Domicile (S.A.D.),

DÉLIBÉRATIONS

- Mentionne les coordonnées de l'AME Conso lors des prochains conseils de vie sociale, dans les contrats de séjour et autres documents individuels de prise en charge, ainsi que par voie d'affichage.
- Autorise l'affichage au sein des établissements et services des coordonnées de l'AME Conso.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.